



Arrêt

**n° 226 903 du 30 septembre 2019
dans l'affaire X / VII**

**En cause : 1. X
2. X
agissant en qualité de représentants légaux de :
X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. DEMOL
Avenue des Expositions 8/A
7000 MONS**

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de
la Santé publique, et de l'Asile et la Migration**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 décembre 2018, au nom de leur enfant mineur, par X et X, qui déclarent être respectivement de nationalité belge et camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 21 novembre 2018 à l'encontre de X.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'arrêt n° 214 604 du 21 décembre 2018.

Vu l'ordonnance du 13 août 2019 convoquant les parties à l'audience du 19 septembre 2019.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. MAERTENS loco Me M. DEMOL, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

Par courrier du 17 septembre 2019, la partie défenderesse a informé le Conseil de ce qu'un visa a été accordé à la partie requérante en date du 16 septembre 2019.

A l'audience, la partie requérante confirme l'obtention d'un visa et indique ne plus avoir un intérêt au recours.

